



Les déficits peuvent nuire à la croissance

L'article d'Atish Ghosh et Uma Ramakrishnan intitulé «Faut-il s'inquiéter des déficits courants?» (décembre 2006), par ailleurs très complet, omet une chose importante : il ne parle pas des conséquences des déficits pour la croissance à long terme. L'orthodoxie veut que la balance des paiements n'ait pas d'importance pour la croissance à long terme parce que celle-ci est déterminée du côté de l'offre par les



facteurs exogènes que sont la croissance de la main-d'œuvre et le progrès technique, et que la balance des paiements s'équilibre sans ajustement de revenu. Or, les observations empiriques (J. McCombie et A.P. Thirlwall, *Economic Growth and the Balance of Payments Constraint*, Macmillan, 1994; et *Essays on Balance of Payments Constrained Growth*, Routledge, 2003) accèdent désormais l'idée que l'équilibre entre la croissance des exportations et l'élasticité-revenu de la demande d'importations a bel et bien son importance pour la croissance à long terme, car les modifications des taux de change réels ne sont pas un mécanisme efficace d'ajustement et c'est le revenu qui se contracte pour corriger les déficits, par le jeu du multiplicateur dynamique du commerce extérieur de Harrod.

Ainsi, les pays en développement qui produisent et exportent des biens pour lesquels l'élasticité-revenu de la demande est faible et qui importent des biens pour lesquels elle est forte auront inévitablement des déficits s'ils essaient de croître aussi vite que les autres pays, de sorte qu'en définitive ils doivent freiner leur croissance parce que les déficits sont intenable. C'est sur ce mécanisme d'ajustement par le revenu que repose, on le sait, le fameux modèle centre-périphérie établi pendant les années 50 par Raul Prebisch dans le contexte de l'Amérique latine, mais il s'applique tout aussi bien à de nombreux pays, en Afrique et ailleurs.

Tony Thirlwall

Professeur d'économie appliquée

Keynes College, University of Kent, Royaume-Uni

Déficits commerciaux et clés égarées

Merci à Ghosh et Ramakrishnan, auteurs de «Faut-il s'inquiéter des déficits courants?». Et bravo à eux d'avoir si bien expliqué quelque chose d'aussi complexe en si peu de mots. Leurs conclusions semblent impliquer que le déficit commercial des États-Unis est relativement inoffensif. Mais le danger pour les États-Unis se matérialisera quand les investisseurs étrangers délaisseront ce pays, ce qui fera remonter les taux d'intérêt et ralentira l'activité.

Par ailleurs, j'ai lu avec plaisir l'article de Lant Pritchett intitulé «La quête continue» et son tour d'horizon de l'économie du développement (mars 2006). Le programme de recherche qu'il propose est aussi très prometteur. Je suis un économiste des affaires plutôt qu'un théoricien, mais les défauts de l'analyse de régression que décrit Pritchett sont bien connus en économie des affaires, surtout en marketing. Lorsque l'on utilise des régressions en marketing, la procédure normale consiste à d'abord regrouper ses clients en des groupes assez homogènes,

sinon une régression sur tous les clients risque de produire un client moyen qui n'existe pas. Un exemple simple souvent cité est celui d'une banque dont les clients sont soit très riches, soit très pauvres. Une seule régression fonctionnerait pour le client moyen, alors que la banque n'en a pas. Mais des régressions pour chaque groupe de clients lui permettront de satisfaire les deux. Ce que Pritchett préconise est semblable à ce que font les experts en marketing : il rassemble les pays en groupes relativement homogènes. Je crois que les travaux empiriques seront bien plus probants s'ils suivent la méthode de Pritchett.

L'autre problème est celui de la spécification. Les chercheurs ont en général le même problème que l'ivrogne qui a égaré ses clés et qui les cherche sous le réverbère parce que c'est le seul endroit éclairé. Si les analystes continuent de chercher parmi les «suspects habituels» pour établir leurs variables indépendantes, ils n'iront pas loin. Il faut qu'ils regardent au-delà de ce qu'ils connaissent bien, les travaux institutionnels de Douglas North *et al.*, ainsi que la recherche culturelle de Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington.

Roger D. McKinney

Broken Arrow, Oklahoma

L'Afrique et le bilatéralisme

Les incursions récentes de la Chine en Afrique ont mis la question du bilatéralisme entre l'Afrique et les principales puissances mondiales au cœur de l'actualité. Dans leur article du numéro de décembre 2006 de *F&D*, Abdoulaye Bio-Tchané et Benedicte Vibe Christensen écrivent que les autorités africaines qui contractent de nouveaux emprunts non concessionnels «doivent le faire avec la plus grande prudence pour éviter le surendettement. Elles doivent aussi considérer les conditions dont sont assortis ces prêts, par exemple les liens avec les échanges bilatéraux ou l'utilisation des exportations futures comme garantie de remboursement.»

Face aux ouvertures économiques de la Chine à l'égard des pays africains, nous pourrions nous laisser influencer par nos intérêts immédiats au risque de compromettre notre avenir. Les importations de marchandises chinoises par le Cameroun sont en augmentation constante depuis 2001, alors que ses exportations vers la Chine stagnent. La balance commerciale entre les deux pays se solde par un déficit pour le Cameroun au profit de la Chine.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les réserves exprimées par les deux auteurs. Si les pays africains ne protègent pas leurs intérêts dans les accords de partenariat, tout porte à croire qu'ils s'en mordront les doigts.

À mon sens, nous n'avons guère de choix en ce qui concerne l'opportunité de conclure des partenariats avec les grandes puissances. Mais l'Afrique, avec ses marchés, ses terres, ses populations et ses richesses, devrait cesser de se comporter en mendicante. Elle doit exiger sa part des dividendes et demander qu'ils soient clairement énoncés dans les accords afin que sa population en bénéficie. À l'heure de la mondialisation, ce sont les intérêts d'un peuple et de tout un continent qui sont en jeu.

Israel Jacob Baruc Mekoul

Stagiaire à la Banque mondiale, étudiant des facultés de droit et de sciences économiques de l'université Yaoundé 2, Cameroun